

Brochure n° 3244

Convention collective nationale

**IDCC : 1505. – COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS
ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT « SALAIRES » N° 90 DU 22 JANVIER 2010

NOR : ASET1050412M

IDCC : 1505

Entre :

La fédération nationale des détaillants en produits laitiers ;

La fédération nationale de l'épicerie ;

L'union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et primeurs,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération des syndicats commerce, services et force de vente CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et activités annexes FO ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

PRÉAMBULE

Au 1^{er} janvier 2010, le Smic horaire est passé à 8,86 € bruts.

Les signataires de la convention collective nationale du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers se sont réunis pour établir une nouvelle grille de salaires.

Article 1^{er}

Grille de salaires

(En euros.)

NIVEAU	TAUX HORAIRE
N1A	9,00
N1B	9,15
N2	9,25
N3A	9,40
N3B	9,55
N4A	9,70
N4B	9,95
N5	12,05
N6	12,55
N7	15,10
N8	17,15

L'application de cet accord de salaires doit, dans une même entreprise, donner lieu au respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

Conformément à ce principe et aux dispositions du code du travail, les entreprises veilleront au respect de :

- l'égalité de rémunération entre hommes et femmes. Les femmes, sans que les absences pour maternité y fassent obstacle, se voient attribuer, dans les mêmes conditions que les hommes, le niveau de classification et le salaire prévus par la présente convention collective et bénéficient des mêmes conditions de promotion et/ou d'évolution, notamment salariale ;
- l'égalité de traitement entre les salariés quels que soient notamment leur origine, âge, apparence physique, patronyme, situation de famille, activités syndicales ou convictions religieuses.

Article 2

Effet

Le présent avenant remplace et annule dans toutes ses dispositions l'avenant n° 87 portant sur l'évolution de la grille des salaires.

Il est applicable à compter du premier mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Article 3

Formalités administratives

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations de travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension.

L'union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et primeurs est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 22 janvier 2010.

(Suivent les signatures.)